

3 - APTITUDE DES SOLS ET DISPOSITIFS INDIVIDUELS ADAPTES

3 - APTITUDE DES SOLS ET DISPOSITIFS NON COLLECTIFS ADAPTES

Cf. planche 3
"Aptitude des sols
à l'assainissement
autonome"

Le tableau de la planche 2 permet par croisement des 4 paramètres, de déterminer l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

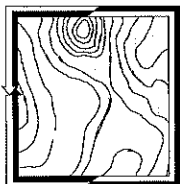
La carte d'aptitude des sols (planche 3) permet de définir le dispositif adapté à chaque type de sols. La qualité des sols est matérialisée par une couleur, allant du vert (terrains très favorables à l'assainissement non collectif) au rouge (terrains défavorables).

Cf. annexe 3

Les dispositifs numérotés sont décrits dans le tableau de la planche 3. Les numéros renvoient aux fiches techniques descriptives placées dans la pochette «Schéma Communal d'Assainissement».

3.1 - Dispositifs préconisés

Deux types de dispositifs sont préconisés sur la commune, en fonction des types de sols rencontrés (cf. planches 2 et 3). Leur répartition sur le territoire communal est fonction du type de sol :



→ **les filtres à sable drainés (dispositif n°6)** sont localisés sur des sols profonds mais peu perméables (sols de type 1 et 2) qui ne permettent ni le traitement ni l'évacuation des eaux usées. Ces sols sont classés peu favorables à l'assainissement non collectif (en orange sur la carte).

→ **les filtres à sable à flux horizontal drainés (7)** seront installés quand la mise en place d'un dispositif de type 6 ne pourra pas se faire en raison des contraintes d'exutoire et de pente.

Pour les secteurs où les sols sont classés défavorables à l'assainissement non collectif en raison des fortes pentes (en rouge sur la carte), aucun dispositif non collectif n'est adapté et les constructions doivent y être limitées ou bien desservies par un réseau collectif. Il existe des solutions complexes à mettre en place dans le cas de maisons existantes (acquisition d'une parcelle où l'assainissement non collectif est possible, terrassement, mise en place d'un dispositif compact ou d'une fosse étanche).

3.1.1 - Adaptation à la réglementation selon les contraintes parcellaires

Lors de la mise en place des dispositifs, un certain nombre de contraintes peuvent être rencontrées impliquant d'adapter le système. Le tableau ci-après indique les solutions possibles pour différents cas de figure.

Problème rencontré	Solution technique
Dénivelée entre évacuations habitation et sortie filtre < 1,50 m	<ul style="list-style-type: none"> • Si réhabilitation : relever les eaux à l'aide d'une bache de reprise et d'une pompe. • Pour l'implantation de maison neuve, tenir compte des contraintes de rejet et prévoir une hauteur de plancher bas suffisante pour éviter l'implantation d'une pompe.
Pente plus forte localement	Réalisation du dispositif en déblai-remblai (attention aux risques de résurgence en aval).
Arrivées d'eaux souterraines	Etanchéification du dispositif par une géomembrane.
Risque de ruissellement	Réalisation de fossés de ceinture protégeant le dispositif (attention au devenir de ces eaux).
Exutoire non accessible	<ul style="list-style-type: none"> • Si exutoire à proximité, réalisation d'un fossé de liaison. • Si la sortie des effluents se trouve en contrebas du fossé, mise en place d'une pompe de relèvement (eaux traitées).
Absence d'exutoire	<ul style="list-style-type: none"> • Création de fossés si cela est possible (attention : ne pas rejeter chez les voisins). • Réalisation d'un drain après traitement pour infiltrer les eaux traitées • Exceptionnellement, réalisation d'un puits d'infiltration après accord préfectoral.
Si terrain permet plus d'infiltration en été, moins en hiver (dispositif filtre à sable drainé)	Possibilité de prévoir une sur profondeur en fond de filtre (sous le drainage) pour permettre d'infiltrer une partie des effluents dans le sol sous le dispositif (préalablement scarifié), en période sèche.

3.1.2 - Contraintes liées à la mise en place de dispositifs drainés

D'un point de vue réglementaire, le rejet des effluents traités doit, dans la mesure du possible, se faire par infiltration dans le sol par l'intermédiaire de drains d'épandage ou en fond de filtre à sable.

Le rejet d'effluents traités vers les fossés ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où le sol ne peut assurer la dispersion des eaux.

Si aucune autre voie d'évacuation ne peut être mise en œuvre, le rejet d'effluents ayant subi un traitement complet, dans la couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration, fera l'objet d'une demande de dérogation préfectorale conformément à l'article du 6 mai 1996.

Sur les secteurs où des dispositifs drainés sont préconisés, une vérification à la parcelle s'avère nécessaire afin d'apprécier les possibilités d'infiltration locales.

En effet, le rejet au milieu naturel superficiel doit être envisagé en dernier recours après essai de perméabilité et enquête auprès du particulier concernant l'existant.

En fonction des conclusions, deux solutions sont alors envisageables.

⇒ Soit la perméabilité peut localement permettre une infiltration des effluents sur la parcelle, auquel cas, la mise en place d'un **dispositif non drainé sera préconisé**. Afin d'assurer la dispersion de la totalité des effluents, le filtre à sable pourra être surdimensionné.

⇒ Soit la perméabilité ne permet effectivement pas une infiltration dans le sous-sol, auquel cas, la mise en place d'un **dispositif drainé sera nécessaire**, sous réserve d'accès à un exutoire :

- **si l'exutoire est superficiel**, le rejet des eaux traitées vers le fossé (dénivelée minimum de 1,5 m nécessaire entre les évacuations des eaux usées et le tuyau de sortie du filtre) ne peut se faire qu'après accord du gestionnaire (DDE, mairie). Il est impératif d'assurer l'écoulement des eaux dans les fossés par une gestion et un entretien concerté (curer, éviter les obstacles interrompant le fil de l'eau, mettre à niveau des buses, entretenir,...).

Sur la commune, le chevelu de fossé est assez important et assez profond. De plus, pour certaine parcelle, la présence d'un talus rehausse le terrain par rapport au fossé, ce qui fait que même si celui-ci est peu profond, la mise en place de filtre à sable drainé à flux vertical pourra se faire sans problème. Les fossés sont entretenus et la présence des pentes empêchent la stagnation des eaux. Toutefois par moment, il sera difficile d'assurer un écoulement correct et continu des effluents en sortie de filtres à sable drainés car ces fossés se rejettent dans des parcelles privées et non vers un exutoire continu. Il sera souvent nécessaire de créer des fossés supplémentaires pour compléter le réseau et rejoindre le réseau hydraulique superficiel.

Afin de limiter le volume rejeté au fossé, un drain pourra être installé entre la sortie du filtre à sable et le fossé.

- **si l'exutoire est souterrain**, il sera nécessaire de vérifier au cas par cas la nature du sous-sol. Le puits d'infiltration nécessite une dérogation préfectorale conformément à l'arrêté du 22 mai 1996, sa mise en place doit rester exceptionnelle.

En raison du dénivelée nécessaire pour la mise en œuvre de ce type de dispositif, dans le cas de constructions neuves, certains aménagements peuvent s'avérer nécessaires (surélever le plancher bas de la maison) et doivent être réfléchis avant le début des travaux.

S'il s'agit de maisons existantes, le dispositif d'assainissement peut être surélevé, ce qui nécessite la mise en place d'une pompe de relèvement.

Lors de la réhabilitation de maisons dans l'impossibilité de recevoir un dispositif non collectif conventionnel (contraintes parcellaires), et en l'absence d'un réseau de collecte, la mise en place de systèmes palliatifs peut éventuellement être tolérée par la commune après avis des services sanitaires (dispositif compact ou fosse étanche).

3.2 - Taille minimale conseillée des parcelles

La réglementation ne prévoit pas de taille minimale des parcelles en assainissement non collectif. Cependant, elles sont utiles pour diminuer l'impact des installations (rejet de 150 l/EH/jour⁶) sur le milieu naturel et pour permettre un agencement facile de la parcelle.

La taille des parcelles constructibles ne devrait pas être inférieure à 2 000 m² quel que soit le dispositif d'assainissement non collectif préconisé. Si un réseau d'assainissement doit se créer, la taille des parcelles à lotir pourra être réduite, les contraintes liées à l'assainissement non collectif passant alors à l'arrière plan.

La position de la construction sur la parcelle devra permettre la réalisation d'un dispositif d'assainissement alimenté gravitairement. Pour cela, il pourra être conseillé de surélever les habitations ou de les placer en amont de la parcelle.

3.3 - Utilisation de la carte d'aptitude des sols

Sur cette planche 3 apparaissent les numéros des dispositifs préconisés sur chaque secteur. La localisation de la parcelle intéressant le particulier sur la Carte d'Aptitude des Sols permet de définir le type de dispositif préconisé.

Le choix du dispositif sera ensuite affiné selon des éléments propres à chaque parcelle (pente, position de la maison,...). Une fiche décrivant le dispositif adéquat sera remise aux particuliers. Un exemplaire se trouve dans la pochette du «Schéma Communal d'Assainissement».

On ne saurait trop conseiller de confier les travaux d'installation à des entreprises capables de s'affranchir de ce travail délicat, ceci dans le respect du DTU⁷ 64-1.

Depuis la Loi sur l'Eau de janvier 1992, les Municipalités sont responsables du contrôle de la conception, de la réalisation, du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'assainissement individuels.

3.4 - Gestion de l'assainissement non collectif

Depuis la Loi sur l'Eau de janvier 1992, les Municipalités sont responsables du CONTROLE de la conception, de la réalisation, du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'assainissement individuels.

Elles peuvent, si elles le souhaitent, assurer l'entretien de ces dispositifs.

- ❖ Les Municipalités sont donc responsables du CONTROLE ; celui-ci comporte plusieurs phases :
 - de la conception : au niveau du permis de construire (vérification de l'indication de l'assainissement, vérification du dispositif envisagé et conseil éventuel),

⁶ Moyenne nationale admise.

⁷ Document Technique Unifié XP P 16-603, Août 1998, précisant le choix des matériaux et les modalités d'installation des dispositifs d'assainissement autonome.

- de la réalisation : contrôle de la bonne réalisation du dispositif avant fermeture des travaux,
 - du fonctionnement et de l'entretien des systèmes : vérification de la réalisation des vidanges, mesures éventuelles de pollution en sortie de dispositif.
- ❖ L'organisation du SPANC⁸, service de contrôle de la conformité des installations et de l'entretien peut se faire par délégation totale ou partielle à un prestataire de services.

Le coût de la gestion de l'assainissement non collectif devra être intégré au budget assainissement de la même manière que pour l'assainissement collectif, c'est-à-dire en tenant compte d'une part du remboursement de la dette et d'autre part des frais liés à l'entretien des installations. Ces montants seront à répartir, pour les bénéficiaires du service uniquement, entre une taxe d'assainissement fixe et un surcoût de l'eau au prorata des m³ consommés.

- ❖ La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a également instauré pour les communes la possibilité de gérer l'assainissement individuel de manière collective, comme l'est actuellement l'assainissement collectif. L'Agence de l'eau alloue des subventions pour la réhabilitation de l'assainissement non collectif, sous réserve d'un programme global (sous maîtrise d'œuvre communale ou par l'intermédiaire d'organismes relais agréés tel le PACT-ARIM ou PACT-HABITAT) ; ces opérations sont à l'heure actuelle plutôt des opérations « pilotes » pour des zones sensibles et on ne peut pour l'instant envisager leur généralisation dans les temps à venir.

Une collectivité qui décide d'intervenir en matière d'assainissement individuel (pour les travaux de réhabilitation et/ou d'entretien) décide d'assurer des prestations en domaine privé, c'est ce qui constitue la principale difficulté de ce type d'opération dont la réussite repose en grande partie sur les relations avec les usagers : campagne d'information, conseils et conventions.

Ainsi, afin d'aider les municipalités dans leur nouveau rôle de "contrôle de l'assainissement non collectif", des organismes, des services voient le jour un peu partout sur le territoire. Ils permettront, moyennant un coût pour le particulier, de préciser, au moment de la délivrance du permis de construire ou de la réfection d'un dispositif autonome existant ancien, la filière d'assainissement à mettre en place en fonction du sol de la parcelle. Une fois la filière déterminée et réalisée, ils ont pour mission de donner un "avis" au Maire, lors du contrôle de la conception, avant l'enfouissement de l'ouvrage. Le Maire pourra alors délivrer au particulier son certificat de conformité. Ces différentes structures (technicien du Conseil Général, Syndicat des eaux, bureau d'études, ...) peuvent servir de "tremplin" aux communes afin de créer par la suite eux-mêmes un service similaire communal ou intercommunal.

⁸ Service Public d'Assainissement Non Collectif